

MESSAGE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

POUR LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DE LA RESPONSABILITE DE LA VÈME REPUBLIQUE DANS LE MASSACRE DE 150.000 HARKIS ET LA DISPARITION DE 25.000 PIEDS-NOIRS APRES LE 19 MARS 1962 EN ALGERIE

Monsieur le Président de la République,

Vous venez d'engager la Nation en reconnaissant la responsabilité de l'Etat français pour son action, sous l'occupation allemande, envers la population d'origine juive.

Or, il y a trente trois ans, le Gouvernement de la République française, sous l'autorité du Chef de l'Etat, engageait notre Pays dans une politique d'abandon de nos départements algériens qui conduisit au massacre de 150.000 harkis et à la disparition de 25.000 pieds-noirs selon M. André SANTINI, ancien Secrétaire d'Etat aux Rapatriés.

Fait exceptionnel dans notre histoire, à deux reprises, en 1986 et en 1994, le gouvernement a reconnu la dette de la Nation envers les 15 000 harkis survivants de l'exode de 1962 en votant deux lois leur attribuant des compensations financières de "reconnaissance nationale".

Ces dernières années, plus d'une dizaine d'ouvrages, des émissions de radio et de télévision, et des témoignages de hauts fonctionnaires directement impliqués dans la mise en oeuvre de cette politique ont confirmé la véracité des faits exposés dès mai 1962 par le Bachaga Saïd BOUALAM à l'Assemblée Nationale ou par le Professeur Maurice ALLAIS dans son ouvrage "L'Algérie d'Evian".

Les associations de Français d'AFN réunie ce 22 septembre 1995 au Sénat, sous la Présidence de M. Roger ROMANI, Ministre chargé des Relations avec le Parlement, et de M. Guy FORZY, Délégué aux rapatriés, apportent leur soutien aux actions engagées auprès de vous par les harkis et leurs enfants pour que soit officialisée la responsabilité de la Vème République et vous demandent que justice soit enfin rendue aux survivants d'un massacre qui indignent aujourd'hui, selon tous les sondages, la majorité des Français de toutes sensibilités politiques.

Veillez croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de notre très haute considération.

ASSOCIATION - REPRÉSENTÉE PAR - SIGNATURE

Fait au Sénat.

Jeune Pied-Noir Bernard COLL et Tamim TIMASUÏ

Messa ABDELATIF

Cercle algérieniste de Chahin

Jeune Algérie

G. Galas

L'Algérien O. Gouvard

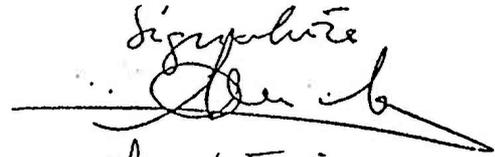
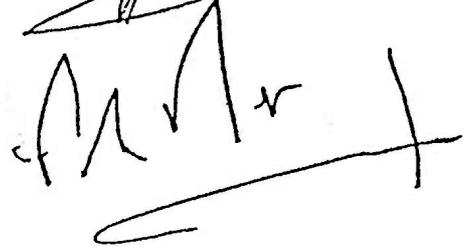
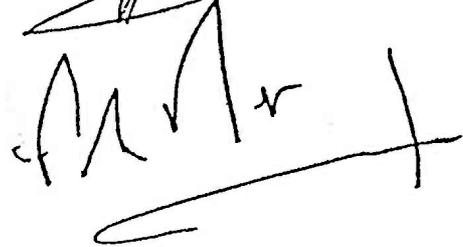
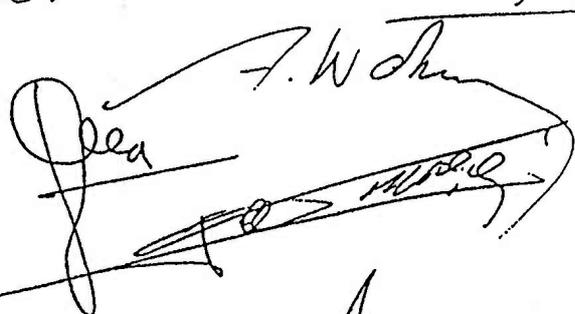
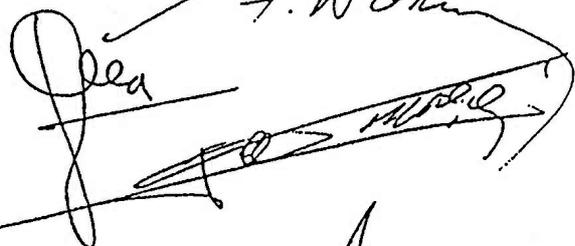
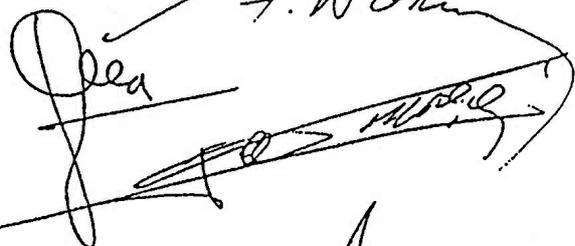
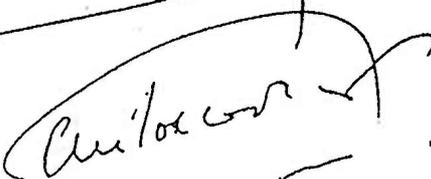
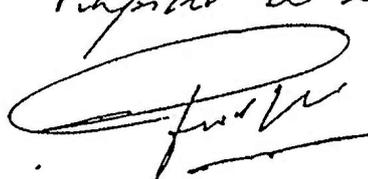
Algérieniste de Bretagne

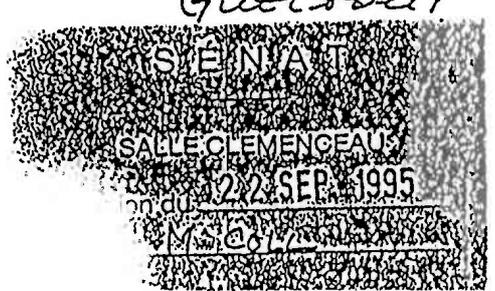
J.Y. Derrier

Association Autonomo 1

Cercle Algérieniste - Jo Sobet

Jil. LEONAR

Association	Nom	Signature
CAFA	Sauvé	
ASCA	LATAPIE	
ANFANO KA	Fahé	
Pieds noirs d'Haute d'Auvergne	Pierre Neuilher 6025 S. Noce	
MRMQ IR B		
FRANCE QU'EST-CE		
RONDEAU	Jean Pierre Vice adjoint des Saillans dans bois 43	
ANFANO MA	FNR M ^e BLANQUIER	
Comité National pour les Français - musulmans		
Joué l'ANFANO MA		
J. NICKLES (AFNAT)		
ADIMAD SUD.		
FNR		
- HERROT Paul - Recours - - tenue dans d'autres lieux		
Guelfout SALEM	Pupilla de la rofim Fie	



Diffusion
JEUNE PIED-NOIR
BP 4 - 91570 BIEVRES
Tél : 01 69 41 01 12

Lettre du Président AUGARDE au Président de la République

Paris, le 15 janvier 01

Monsieur Jacques CHIRAC
Président de la République
PALAIS DE L'ELYSEE
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président,

Nous nous faisons l'interprète de tous les RAPATRIÉS de l'ancien Outre-Mer Français, et singulièrement des anciens Départements Français d'Algérie, pour vous complimenter de votre intention -en réponse à la lettre en date du 30 novembre 2000 de l'ancien Ministre Alain MADELIN- de réunir en février 2001 le Conseil de la Mémoire Combattante pour « apprécier la tragédie vécue par les HARKIS, de façon objective et respectueuse de la vérité historique ».

Ce fut en effet le drame national le plus douloureux et le plus atroce qui marqua l'abandon de l'Algérie en 1962.

Qu'il nous soit également permis de solliciter respectueusement de la plus haute autorité de l'Etat, que soit généralement reconnue à cette occasion la pleine responsabilité de la France dans les conséquences de cet abandon de Départements français, le massacre, la spoliation et l'exode des Pieds-Noirs, en dépit des engagements souscrits et en violation des principes fondamentaux de la République une et indivisible et de l'Egalité des charges en matière d'expropriation pour cause de Raison d'Etat.

Nous ne faisons d'ailleurs que renouveler le message solennel à vous déjà adressé par les vingt-quatre Associations Nationales les plus représentatives de Rapatriés réunies au Sénat le 22 septembre 1995, en présence de M. Roger ROMANI, Ministre des Relations avec le Parlement et des Délégués aux Rapatriés et à l'Intégration. Elles demandaient au chef de l'Etat « ... la reconnaissance officielle de la Responsabilité de la V^{ème} République dans le massacre de 150 000 HARKIS et la disparition de 25 000 Pieds-Noirs après le 19 mars 1962 en Algérie... Ainsi que le rétablissement de la VERITE HISTORIQUE sur l'œuvre Française outre-mer, quotidiennement calomniée ».

Croyez, Monsieur le Président, à notre déférente considération.

Le Président,

Jacques AUGARDE
(ancien Ministre)

L'OMERTA BRISÉE

Après l'éditorial de Franz-Olivier Giesbert du *Figaro Magazine* du 27 mai dernier, un journaliste courageux de la presse de grande diffusion, Jean-Michel Décugis, a enfin osé interroger André SANTINI, député maire d'Issy-les-Moulineaux, ancien Secrétaire d'Etat aux Rapatriés de 1986 à 1988, sur sa demande de reconnaissance des crimes commis par l'Etat français contre les harkis et les pieds-noirs en Algérie après le 19 mars 1962. Il devient désormais de plus en plus difficile à ceux qui refusent la vérité de dire "*je ne savais pas*". Parallèlement à cette action qui honore la profession de journaliste, des milliers de pétitions sont actuellement adressées par télécopie, courrier et Internet au Président de la République par les associations de harkis, de pieds-noirs et de leurs amis de toutes les régions de France.

LE FIGARO.-Le président Bouteflika a appelé les Pieds-Noirs à retourner en Algérie pour y investir leurs capitaux et leur savoir-faire.

Cela vous paraît-il réaliste ?

André SANTINI (1) - Dans l'immediat, non. Mais il faut bien qu'il y ait un début au processus de réconciliation. Peut-être, lorsque l'Algérie aura retrouvé la paix civile, y aura-t-il certaines possibilités. Les Pieds-Noirs sont plus que jamais indispensables à ce pays.

Maurice BENASSAYAG (2) - Beaucoup souhaiteraient pouvoir y retourner. Encore faut-il que leur sécurité soit assurée, L'autre problème, c'est celui des cimetières. Toutes les tentatives d'entretien ont échoué. Et c'est une grande souffrance pour nos familles.

Un certain nombre d'entre eux ainsi que les harkis sont heurtés par la visite du président algérien.

A. S. - Bouteflika a fait un geste de réconciliation en direction de la communauté pied-noir, mais il demeure une sorte d'ostracisme à l'égard des Harkis. Je crois que le président se grandirait en ouvrant les portes de l'Algérie à tous ceux qui l'ont quittée à un moment de l'histoire.

M. B. - C'est une émotion compréhensible. La tournée avortée en mars dernier d'Enrico Macias en Algérie montre que les réac-

tions passionnelles existent toujours des deux côtés. Mais, en même temps, il y a des signes encourageants. C'est avant tout à la France qu'il appartient de réexaminer son passé. C'est la France qui a largement abandonné les Harkis et a ensuite fermé les yeux pendant des années sur leurs conditions de vie dramatiques.

Beaucoup craignent que la réconciliation entre Alger et Paris s'établisse aux dépens de la vérité historique...

A. S. - J'ai demandé à plusieurs reprises la reconnaissance officielle de la V^e République dans le massacre de 150 000 Harkis et la disparition de 25 000 Pieds-Noirs après le 19 mars 1962 en Algérie. Les Harkis ont été sacrifiés, mais la France ne veut pas encore en entendre parler. Ce n'est pas acceptable.

M. B. - Il y a eu un silence coupable de la part de plusieurs gouvernements sur la réalité de ce qu'on a pudiquement appelé les « événements ». Néanmoins, au bout de 38 ans, la vérité commence à poindre.

J.-M. D.

(1) Député maire RPR d'Issy-les-Moulineaux, secrétaire d'Etat aux rapatriés de 1986 à 1988.

(2) Membre du Conseil d'Etat, délégué ministériel aux rapatriés de 1988 à 1991.

LE FIGARO SAMEDI 10 - DIMANCHE 11 JUIN 2000

JPN - BP 4 - 91570 BIEVRES

Tél : 01 69 41 01 12 - Fax : 01 69 41 89 29 - E-mail : jeunepiednoir@wanadoo.fr

REPRODUISEZ ET DIFFUSEZ CE COMMUNIQUE A LA PRESSE, AUX ELUS, A VOS AMIS.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DEFENSE

ETAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE

SERVICE HISTORIQUE

94300 Château de Vincennes
ou 75997 Paris Armée

Tel. 343.70.61 - poste: 132

Vincennes, le

21 AVRIL 1977

N 002855 /DEF/EMAT/SH/

CII

N O T E

pour

le Cabinet du Ministre

O B J E T : Supplétifs incorporés en Algérie.REFERENCE : Note n° 15088/DEF/C.4.B. en date du 4. avril 1977.

En réponse à la lettre de référence, le Service Historique de l'Armée de Terre, a l'honneur de faire connaître qu'il ne possède aucunes archives sur les sujets évoqués.

Toutefois, un document établi par le "Bureau d'aide aux musulmans français" - Hôtel National des Invalides - 75007 PARIS - avec le numéro 270 en date du 27 mai 1975, fait état des chiffres suivants :

- Effectif des supplétifs (harkis, moghaznis) incorporés en Algérie
- environ 200.000
- Supplétifs emprisonnés par le F.L.N. après l'indépendance
- environ 2.500.
- Supplétifs disparus ou exécutés par le F.L.N.
- environ 150.000.

Le Général PORRET

Chef du Service Historique

